

# ***ANNEXES***





# Ministero di Giustizia

P.B. DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE  
Bureau central d'études, recherches, législation et automation

Réf. n. 715986-2/11(6) Art.11 S.P. - 1/12.1

Rome, 2 giugno 1998

CIRCULAIRE N. 3476/5926

Monsieurs les Directeurs  
des Bureaux centraux

## S I E G E

Monsieur le Directeur de l'Institut  
Supérieur d'Etudes pénitentiaires

Monsieurs les Inspecteurs régionaux  
de l'Administration pénitentiaire

Monsieurs les Directeurs des  
Etablissements pénitentiaires pour  
adultes, (y compris les "case mandamentali")

Monsieurs les Directeurs des Centres  
de Service social pour adultes

Monsieurs les Directeurs des Ecoles de  
Formation et mise à jour du Corps de  
Police pénitentiaire et du personnel  
de l'Administration pénitentiaire

Monsieur le Directeur du Centre  
Administratif "G. Altavista"

Monsieurs les Directeurs des  
Magasins habillement

Monsieur le Directeur du Bureau  
Central pour la Justice des Mineurs

## LEURS SIEGES



# Ministero di Grazia e Giustizia

Ré.: Dispositions concernant le "Registre des visites, observations et propositions du médecin" - Mod. 99 (Prisons) - selon les recommandations du C.P.T. (Comité Européen pour la Prévention de la Torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants).

Le Comité Européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (C.P.T.), dans une de ses relations rédigées à la suite des nombreuses visites effectuées en Italie, exprimant l'avis que les services sanitaires des établissements italiens puissent contribuer à prévenir les actes de violence contre les personnes détenues, a accueilli favorablement la méthode suivie dans les susdits établissements italiens à l'égard des détenus nouveaux arrivants et, au but d'optimiser le potentiel offert par le système du "registre 99", a recommandé que:

" - le dossier élaboré à la suite de l'examen sanitaire d'un détenu nouveau arrivant contienne:

1) un compte-rendu des déclarations faites par la personne concernée par rapport à l'examen sanitaire (comprenant sa description de son état de santé et toute déclaration de mauvais traitements);

2) un extrait complet des constatations sanitaires objectives;

3) les conclusions du médecin selon les points 1) e 2);

- quand le médecin observe des traces de violence qui l'autorisent à penser qu'elles pourraient dériver de mauvais traitements, la question est portée à l'attention de la procureur compétente".

Au but d'accéder à la susdite recommandation, les suivantes dispositions et instructions, considérées nécessaires en matière, sont données.

Comme l'on sait, l'article 11 du Système pénitentiaire, au cinquième alinéa, établit que: "Au moment de l'entrée dans l'établissement, les individus sont soumis à une visite sanitaire générale au but de vérifier d'éventuelles maladies phisiques ou psychiques. L'assistance sanitaire est offerte, pendant le séjour dans l'établissement, avec des contrôles fréquents et périodiques, indépendemment de la requête des concernés".

Le premier alinéa de l'article 23 du Règlement d'exécution, à la deuxième partie, établit que: "Le sujet est soumis à la visite médical pas outre le jour successif".

L'avant-dernière partie de la circulaire n. 3254/5695 du 16 mai 1988, contenant "Eclaircissements relatifs à l'application de la circulaire n. 3233/5683 du 30.12.1985 (institution et réorganisation du service des nouveaux arrivants)", a précisé que: "...la visite médicale d'entrée devra avoir lieu tout de suite après les formalités de l'immatriculation, selon la lettre et l'esprit des normes en matière..."



# Ministero di Grazia e Giustizia

Le document officiel dans lequel le médecin de l'établissement doit noter les éventuelles maladies physiques ou psychiques du détenu ou de l'interné est, comme l'on sait, le "Mod. 99 (Prisons)", dénommé "Registre des visites, observations et propositions du médecin".

Dans ce registre, doivent être indiqués le jour et l'heure de la visite, le nom et le prénom du sujet visité, les observations et les propositions formulées par le médecin, ainsi que les dispositions et les observations du Directeur de l'établissement.

Ceci dit, le médecin de l'établissement, si, pendant la visite de première entrée, vérifie que le détenu ou l'interné présente des lésions, est obligé à transcrire dans le susdit registre, en l'ajoutant à l'issue objective de la visite effectuée, ce que le sujet visité doit déclarer relativement aux circonstances dans lesquelles il a subi la violence et aux personnes qui l'ont, ou qu'il croit que l'aient commise, et il doit aussi exprimer son évaluation sur la compatibilité ou non des lésions vérifiées avec les relatives causes déclarées par le concerné.

En tous les cas de lésions vérifiées au moment de l'entrée en établissement, les notations écrites par le médecin au registre Mod. 99 doivent être envoyées immédiatement par le Directeur de l'établissement à l'Autorité Judiciaire, pour les éventuelles dispositions de sa compétence, avec toutes les possibles ultérieures renseignements et notices utiles fournies par le personnel qui a reçu le sujet en prison et de ce qui éventuellement a assisté à la visite médicale ou qui a écouté les déclarations du détenu ou interné.

De toute façon, pour le personnel de surveillance, reste l'obligation de demander, en temps utile, l'intervention du médecin si le sujet, conduit dans la prison, présente des lésions ou des signaux de présumés actes de violence ou de mauvais traitement.

Monsieurs les Directeurs des établissements sont invités à communiquer les dispositions contenues dans la présente circulaire au personnel sanitaire, au paramédical, aux appartenants au Corps de Police pénitentiaire, ainsi que aux autres opérateurs pénitentiaires qui ont des contacts avec les détenus ou internés, au moment de leur entrée en établissements.

Prière de vouloir assurer l'accomplissement.

LE DIRECTEUR GENERAL

Signé: Alessandro Margara



## Circolare del Dipartimento dell'Amministrazione Penitenziaria del 20.2.1998

### **Oggetto: organizzazione delle sezioni di assegnazione detenuti in regime di cui all'art. 41bis Ordinarmento penitenziario - nuove disposizioni su tale regime**

§1. Com'è noto, il 21 p.v. entrerà in vigore la legge 7 gennaio 1998 n.11, che disciplina la partecipazione al procedimento a penale a distanza e l'esame dei collaboratori di giustizia, nonché la competenza sui reclami in tema di articolo 41bis dell'ordinamento penitenziario.

Si tratta di una normativa che è senz'altro destinata - quanto meno nella sua formulazione attuale, e nell'interpretazione che appare allo stato più corretta - ad incidere profondamente sulla qualità del regime custodiale applicato nelle sezioni cui i detenuti in regime di *41bis* sono assegnati, soprattutto per quanto concerne il raggiungimento dei fini tipici di tale istituto.

La volontà del legislatore, secondo quanto ricostruito da attenta e diffusa giurisprudenza, è, infatti quella di *"utilizzare il regime di sospensione delle regole trattamentali non come mezzo indirizzato ad assicurare la tranquilla vita carceraria ... bensì come strumento per combattere situazioni di grave pericolo per la sicurezza collettiva..."*, ciò che appare manifesto *"laddove si esamini, da un lato, il secondo comma dell'art. 41bis con particolare riferimento all'utilizzo della locuzione - motivi di ordine e sicurezza pubblica - nonché alla possibilità da parte del Ministro dell'Interno di sollecitare l'adozione del provvedimento di sospensione delle regole trattamentali, e, dall'altro, la diversa collocazione legislativa degli artt. 14bis e 41bis legge 1975/354, giacché la prima norma è inserita nel capo III, concernente le modalità di trattamento, la seconda nel capo IV, relativa al regime penitenziario"*.

§2. E' ben noto che due circostanze impedivano che lo strumento esplicasse concretamente le sue potenzialità di tipo interdittivo sull'esercizio di poteri d'indirizzo, gestione e controllo delle attività criminali da parte di detenuti di spicco appartenenti a consorterie mafiose:

- la continua mobilità cui i suddetti detenuti sono stati in questi anni sottoposti per motivi di giustizia;
- la diversificazione nella concreta applicazione del regime differenziato causato dalla eterogeneità degli orientamenti giurisprudenziali - alla cui ovvia legittimità non è nemmeno necessario far cenno - sulla materia.

In particolare, la prima circostanza da un lato faceva in modo che nelle sezioni che avrebbero dovuto ospitare questa categoria di detenuti non ne fossero effettivamente presenti che una percentuale stimata fra il 45 ed il 55%; dall'altro moltiplicava la possibilità di contatti, incontrollata ed incontrollabile, fra questi soggetti e fra loro ed altri: si pensi alle occasioni offerte dalla preparazione per la partenza di una traduzione, dalla gestione della traduzione medesima, dalla collocazione in celle di sicurezza presso i Tribunali, dalla permanenza nelle gabbie d'udienza, dalla collocazione in istituti non sempre attrezzati - oggettivamente e soggettivamente - per la trattazione di una così delicata custodia, ecc.

Né può esser dimenticato il problema dell'attitudine all'esercizio del proprio potere criminale costantemente manifestata dall'appartenente a consorterie mafiose allorché, per motivi di giustizia, fosse detenuto sul territorio *controllato* dalla sua organizzazione; attitudine immediatamente ridimensionata allorché ristretto lontano da quei territori.

La seconda circostanza, dal canto suo, ha prodotto strane situazioni per cui, nella medesima sezione, o addirittura in celle contigue, e senza che esistessero oggettive differenze di pericolosità, due detenuti potevano subire trattamenti fra loro profondamente differenziati quanto al numero dei colloqui, a quello dei "pacchi", e così via.

§3. Su un piano di effetti sull'istituto, ovviamente, completamente diverso si sono posti i reiterati interventi della Corte costituzionale fra il 1993 ed il 1997.

Le sentenze principali al riguardo sono quelle n° 349/93, 410/93, 351/96 e la recentissima 376/97 dell'1/10-5/12/1997.

Si citano alcuni passi essenziali dell'ultima sentenza pronunciata.

*"L'art.41 bis, comma 2, O.P., introdotto dal legislatore per apprestare uno strumento di intervento efficace di fronte a ben noti e pericolosi caratteri della criminalità organizzata, ha dato luogo sin dall'inizio a incertezze in sede applicativa, derivanti anche dalla sua formulazione. Questa Corte ha più volte chiarito che esso non è costituzionalmente illegittimo, in quanto sia interpretato nei sensi dalla stessa Corte precisati ....".*

*"In particolare, questa Corte ha ribadito la piena sindacabilità, ad opera del giudice ordinario, e precisamente del Tribunale di sorveglianza adito col reclamo di cui all'art. 14ter dell'O.P., dei provvedimenti ministeriali di applicazione dell'art. 41bis, comma 2, sia sotto il profilo della esistenza dei presupposti per tale applicazione e della congruità della relativa motivazione, sia sotto il profilo del rispetto - nel contenuto delle misure restrittive disposte - dei limiti del potere ministeriale: tanto quelli "esterni", collegati, cioè, al divieto di incidere sul residuo di libertà personale spettante al detenuto, e dunque pure sugli aspetti dell'esecuzione che toccano, anche indirettamente, la qualità o la quantità della pena detentiva da scontare o i presupposti per la applicazione delle misure c.d. extramurali, quanto quelli "interni", discendenti dal necessario collegamento funzionale fra le restrizioni concretamente disposte e le finalità di tutela dell'ordine e della sicurezza cui devono essere rivolti i provvedimenti applicativi del regime differenziato, nonché dal divieto di trattamenti contrari al senso di umanità e dall'obbligo di non vanificare la finalità rieducativa della pena".*

Più oltre la sentenza citata chiarisce la lettura costituzionale che deve essere data delle esigenze di ordine e di sicurezza di cui parla la norma in questione. Tali esigenze devono essere *"essenzialmente discendenti dalla necessità di prevenire ed impedire i collegamenti fra detenuti appartenenti a organizzazioni criminali, nonché fra questi e gli appartenenti a tali organizzazioni ancora in libertà... Le restrizioni apportate rispetto all'ordinario regime carcerario non possono essere liberamente determinate, ma possono essere...solo quelle congrue rispetto alle predette specifiche finalità di ordine e di sicurezza; e anche di tale congruità al fine è garanzia ex post il controllo giurisdizionale attivabile sui provvedimenti ministeriali".*

Nella sentenza 351/96 questi punti erano già stati chiariti e veniva specificato in particolare che le restrizioni non devono avere contenuto afflittivo e vessatorio. Ciò che la norma in questione non autorizza è una maggiore severità o durezza del regime penitenziario: le restrizioni saranno legittime solo se congrue rispetto alle finalità indicate.

Va ricordato che, nella stessa sentenza 351/96, si chiariva che, per valutare legittimità e congruità delle restrizioni, poteva essere utilizzato come dato di riferimento l'art. 14quater, comma 4, che prevede le materie in cui non possono essere apportate restrizioni quando sia applicato il regime di sorveglianza particolare: alla normativa relativa a tale regime ha fatto costante riferimento la Corte Costituzionale per individuare le regole mancanti nell'art. 41bis, comma 2.

Un altro aspetto significativo nella sentenza più recente riguarda l'illegittimità di restrizioni in materia di osservazione e trattamento. Si legge nella sentenza in questione: "...L'applicazione del regime differenziato ex art. 41bis, comma 2, non comporta e non può comportare la soppressione o la sospensione delle attività di osservazione e di trattamento individualizzato previste dall'art. 13 O.P., né la preclusione alla partecipazione del detenuto ad attività culturali, ricreative, sportive e di altro genere, volte alla realizzazione della personalità, previste dall'art.27 dello stesso Ordinamento, le quali semmai dovranno essere organizzate, per i detenuti soggetti a tale regime, con modalità idonee ad impedire quei contatti e quei collegamenti i cui rischi il provvedimento ministeriale tende ad evitare ."

Da siffatta giurisprudenza - tesa ad assicurare le esigenze di praticabilità di un percorso di recupero e di tutela della dignità del detenuto, di qualunque gravità fossero le colpe di cui egli si fosse macchiato, in linea con la difesa di quei valori fondamentali della persona umana che costituiscono il cardine della nostra carta costituzionale e dell'intero ordinamento - è nato dunque l'obbligo cogente, per l'amministrazione, di assicurare le condizioni perché le attività di trattamento ed osservazioni potessero effettivamente esplicarsi, pena la definitiva declaratoria d'incostituzionalità dell'istituto. Ciò tanto più ove si consideri che la presenza di una non insignificante quota di detenuti sottoposti al regime diversificato fin dalla sua entrata in vigore (orsono ormai 6 anni) non consentiva più alla Corte di identificare nella temporaneità del regime medesimo l'elemento chiave della sua legittimazione.

L'amministrazione dunque, con le *lettere circolari* n. 531938 del 7 febbraio 1997 e 543884 del 6 febbraio 1998, ha inteso adeguare alle prescrizioni costituzionali il contenuto del regime detentivo speciale in esame.

§4. La situazione così determinatasi, com'è ben noto alle SS.LL., era tale da incidere fortemente sulla sostenibilità dell'istituto, sotto i due profili della sua razionalità (trattamenti diversi senza effettiva giustificazione, severità di alcuni periodi di detenzione alternati ad improvvisi allargamenti delle maglie, ecc.) e della sua efficacia (si è vista la moltiplicazione dell'occasione di contatti, derivante anche dall'elevatissima mobilità per motivi di giustizia, destinata ad aumentare a seguito di interventi normativi e di giurisprudenza costituzionale).

L'intervento normativo ex legge 11/98 - che costituisce una solida conferma sull'identificazione dell'*intentio legis* con quella sopra indicata in apertura di questa circolare - ha inteso dare un'adeguata e forte risposta a tali problemi. E' facile prevedere che, con l'effettiva concentrazione di tali detenuti nelle sedi già individuate dall'amministrazione, con l'omogeneizzazione del loro trattamento, con la fine di pendolarismi e spostamenti continui di sedi, si ridarà consistenza ad un istituto, che pareva compromesso da slabbrature ed irrazionalità.

\*\*\*\*\*

In conseguenza di tutto quanto detto, l'assoluta novità della situazione detentiva che dal 21 febbraio p.v. si verificherà nelle sezioni cui sono destinati i detenuti in regime di *41bis* impone di rideterminare le direttive di base, portando a sintesi quelle contenute nelle lettere circolari che nel tempo hanno trattato la materia.

#### **1. per quanto concerne la permanenza all'aperto:**

nell'ambito delle sezioni destinate al regime speciale, è consentita ai detenuti la permanenza all'aperto di 4 ore giornaliere, di cui due nelle sale di biblioteca, palestre, ecc., al fine di consentire l'osservazione ed il trattamento.

A questo fine, i gruppi contemplati dall'art. 10, 2° co. ord. pen. dovranno esser preferibilmente costituiti da un minimo di tre persone (ma, ovviamente, quanto meno di due) nei limiti della compatibilità fra soggetti.

Va accuratamente evitato - a tal fine utilizzando tutte le conoscenze desumibili da qualsivoglia legittima fonte - che possano esser componenti dello stesso gruppo soggetti costituenti il vertice della medesima organizzazione, o comunque in essa inseriti; ovvero componenti di rilievo di organizzazioni operanti in alleanza fra loro, o su territori confinanti.

A tali fini, si utilizzeranno anche le compatibilità (inteso tale termine in senso ampio) desumibili dalle scelte compiute dall'A.G. nella distribuzione dei detenuti nelle *gabbie* delle aule d'udienza.

Si coglie l'occasione per richiedere ai sigg. Direttori di rammentare ai responsabile del servizio traduzioni che tali ultime scelte costituiscono oggetto dell'attività di disciplina dell'udienza, e, ai sensi dell'art. 470, vanno insindacabilmente compiute o ratificate - secondo i casi - dal Presidente della Corte o del Tribunale o dal G.U.P. ovvero, in sua assenza, dal P.M.

Ovviamente, con l'entrata in vigore della già ricordata L. 11/98, con il termine "aula d'udienza" vanno anche intese le alette che con l'aula colloquiano con il sistema della multivideoconferenza; sicché sarà assicurata anche l'osservanza di qualsiasi disposizione espressa dal Giudice o dal P.M. anche per la distribuzione degli imputati fra le varie salette, ove tale osservanza sia tecnicamente e praticamente realizzabile.

Altrettanto ovviamente, anche di tali indicazioni si terrà conto nel formare i gruppi di osservazione e per *l'aria* in comune.

In ogni caso, si valuterà anche l'opportunità di disporre periodiche rotazioni nella formazione dei gruppi, con intervalli compatibili con l'efficacia di un serio periodo di osservazione.

## **2. per quanto concerne le attività in comune:**

in ogni sezione destinata all'assegnazione definitiva o per ragioni sanitarie di detenuti sottoposti al regime speciale devono essere obbligatoriamente predisposte una o più sale per attività in comune di tipo culturale ricreativo e sportivo.

L'adeguamento in questi sensi del regime detentivo trova la sua motivazione anche nel rispetto dell'esplicito dettato della giurisprudenza costituzionale.

La sala o le sale dovranno esser all'uopo attrezzate e potranno altresì contenere la biblioteca di sezione. I detenuti della sezione potranno accedere alla sala o alle sale predette secondo i medesimi gruppi costituiti per la permanenza all'aperto, e per due ore giornaliere (da ricomprendersi, naturalmente, nelle quattro di cui al punto che precede)

## **3. per quanto concerne le attività sportive:**

anche qui, si tratta di uno degli elementi di trattamento e rieducazione esplicitamente indicati come essenziali dalla giurisprudenza costituzionale; d'altra parte va anche rilevato che l'uso di strutture sportive e lo svolgimento delle relative attività si prestano particolarmente ad eludere limitazioni nelle comunicazioni fra detenuti.

Ove all'interno della sezione non sia possibile attrezzare locali per le attività previste dall'art. 12 ord. pen., dovranno esser utilizzati locali di altre sezioni cui i detenuti sottoposti al regime speciale dovranno accedere con modalità - disciplinate con appositi ordini di servizio- tali da evitare contatti di ogni tipo con la restante popolazione detenuta.

In ogni caso, l'uso del campo sportivo potrà esser consentito per un'ora la settimana, da computarsi nel tempo delle attività in comune di cui al punto che precede.

Resta fermo il potere del Direttore di precludere l'esercizio di tale utilizzo a quei detenuti che abbiano manifestato tendenza a ricercare occasioni e pretesti per comunicazioni incontrollate con altri soggetti, ovvero per i quali tale preclusione sia consigliata da motivi di ordine e sicurezza dell'istituto.

#### **4. per quanto concerne i colloqui visivi:**

Tale limitazione rappresenta lo strumento essenziale con il quale viene assicurata la riduzione delle possibilità offerte al detenuto di trasmettere all'esterno le proprie determinazioni, e quindi di continuare ad esercitare il proprio potere criminale.

La fruizione dei colloqui visivi continuerà ad esser effettuata in appositi locali muniti di vetri o altre separazioni a tutta altezza, che non consentano il passaggio di oggetti di qualsiasi natura, tipo o dimensione.

Il chiaro ascolto reciproco da parte dei colloquianti deve esser garantito con gli opportuni ed idonei meccanismi quali pannelli isofonici, microfoni, citofoni o altri idonei sistemi.

L'effettuazione dei colloqui con tale strumento, ovviamente, comporta l'opportunità di evitare incongrui eccessi nell'attività di perquisizione dei familiari dei detenuti, che potrebbero esser intesi solo come atti meramente vessatori.

In caso di ospedalizzazione ex art. 11 ord. pen. o 17 reg. exec. ord. pen. saranno consentiti i colloqui visivi che il detenuto può effettuare; ove manchi il locale con vetro divisorio, con ordine di servizio saranno individuate le modalità atte a garantire la sicurezza ed evitare il passaggio di oggetti. In tali casi, la telefonata alternativa di cui al punto seguente, sarà consentita solo se esistano idonei meccanismi di registrazione.

Resta fermo che il numero dei colloqui visivi sarà fissato in uno o due mensili, secondo quanto stabilito negli specifici decreti di sottoposizione al regime speciale.

Per quanto concerne i colloqui visivi con i figli minori, a precisazione e parziale modifica - opportuna a seguito dell'entrata in vigore della L. 11/98, nel frattempo intervenuta, e nelle conseguenti modifiche dell'ordinario funzionamento delle sezioni - di quanto stabilito dal p. 6 della *lettera circolare* n. 543884 del 6.2.98, si dispone:

- i colloqui del detenuto in regime di *41bis* che si svolgano esclusivamente con i propri figli minori degli anni 12 potranno avvenire senza vetri divisorii, dal momento in cui saranno allestiti nelle sale colloquio idonei impianti di videoregistrazione (con ovvia esclusione del sonoro);
- sempre da tale momento, nel caso di colloquio con più persone, ex art. 35, 12° co. reg. exec. ord. pen., il colloquio senza vetro divisorio sarà limitato ai soli figli minori di anni 12, e non eccederà 1/6 della durata complessiva del colloquio.

## **5. per quanto concerne i colloqui telefonici:**

Valgono, quanto alla natura della limitazione, le osservazioni già formulate in ordine al punto che precede.

Resta fermo che l'effettuazione della telefonata mensile con i familiari e conviventi sottoposta a registrazione, prevista nel caso in cui il detenuto nel corso del mese non svolgerà alcun colloquio visivo, sarà permessa con le seguenti modalità:

- il detenuto che nei primi quindici giorni del mese non abbia svolto alcun colloquio visivo potrà, nel medesimo termine, richiedere di effettuare la telefonata;
- la telefonata avverrà nella seconda quindicina del mese, nella giornata indicata dal detenuto, semprechè fino a quel giorno non si sia svolto alcun colloquio visivo;
- dopo l'effettuazione della telefonata non potrà più esser svolto nel mese alcun colloquio visivo.

Restano altresì ferme tutte le precedenti disposizioni per quanto concerne le modalità di esecuzione delle telefonate.

## **6. per quanto concerne le traduzioni:**

Si richiamano e si confermano le circolari n. 418 del 16.5.95 e 698 del 9.9.95.

Si conferma in particolare che, nello spirito di quanto disposto dall'art. 78 del reg. di esec. dell'ord. pen. nessuna attività di natura trattamentale viene effettuata durante l'esecuzione della traduzione da un istituto ad altro ovvero ad aula giudiziaria: deve pertanto escludersi che durante la traduzione il detenuto possa usufruire di colloqui personali o telefonici, ricevere o inoltrare corrispondenza epistolare o telegrafica, partecipare a pratiche religiose.

Per quanto riguarda la limitazione delle comunicazioni, e premesso che in ogni caso deve ritenersi vietato il trasporto cumulativo dei detenuti in regime speciale con altri a regime ordinario, va detto che, salvo materiale impossibilità dovuta ad assenza di mezzi o personale, e salvo che la tipologia dei mezzi ed il numero delle unità di personale impiegati consentano di garantire l'assenza di comunicazioni con altri soggetti, il detenuto dovrà esser tradotto da solo. L'eventuale traduzione cumulativa, imposta da circostanze oggettivamente insuperabili, deve comunque esser specificamente autorizzata dal Direttore, che valuterà l'assenza sia di cause di incompatibilità, sia di motivi di sicurezza derivanti da collegamenti di natura criminale esistenti fra i detenuti da tradurre ed emergenti dagli atti. Ove si realizzino siffatte situazioni, sarà cura del Direttore interessare direttamente questo Dipartimento.

## **7. Per quanto concerne il sopravvitto e per quanto concerne i fornelli personali:**

è fatto divieto al detenuto di acquistare al sopravvitto o ricevere dall'esterno generi alimentari che secondo l'uso richiedano cottura; è consentita l'utilizzazione dei fornelli personali autoalimentati esclusivamente per la preparazione di bevande e per riscaldare liquidi nonché cibi già cotti forniti dall'Amministrazione (secondo quanto previsto dall'art. 13, 2° co. reg. esec. ord. pen.). si richiamano, sul punto, le considerazioni contenute nella *lettera circolare 7.2.97 cit.*

## **8. per quanto concerne gli apparecchi radio:**

I limiti sul punto sono strettamente strumentali a garantire la riduzione delle occasioni di comunicazione fra l'esterno ed il detenuti, e quindi sono destinati al raggiungimento del fine tipico dell'istituto.

Va mantenuto il divieto per i detenuti sottoposti al regime speciale di detenere apparecchi radio a modulazione di frequenza, nonché registratori a cassette o lettori di compact disk o di altro tipo.

Si conferma che, ove non risulti possibile escludere altrimenti il sistema di modulazione di frequenza, gli apparecchi già in uso o eventualmente già acquistati nuovi devono esser sottoposti a punzonatura e periodicamente controllati per evitare manomissioni. Le disposizioni impartite sul punto vanno evidenziate nel fascicolo personale, per consentire successivi controlli nell'istituto in cui il detenuto sia successivamente trasferito.

In ogni caso, gli apparecchi consentiti continueranno ad esser scelti fra quelli di formato più ridotto e tali da non rendere possibile l'occultamento nella carcassa di oggetti proibiti o comunque pericolosi.

## **9. per quanto concerne i pacchi:**

Vale, per la natura e le finalità di questo limite, quanto indicato al punto che precede.

Come indicato nei singoli decreti applicativi del regime speciale, i *pacchi ordinari* (cioè quelli non stagionali) possono contenere "generi ed oggetti", e quindi anche generi alimentari: i quali ultimi, peraltro, sono quelli previsti dalle disposizioni vigenti in ciascun istituto (ferme restando le limitazioni sopra richiamate al p.7).

Si rammenta che ove, a seguito di reclamo, il Tribunale di sorveglianza renda inefficace la limitazione relativa ai pacchi, il provvedimento non potrà riguardare se non il numero degli invii, essendo la determinazione dei generi rimessa al potere auto-organizzativo dell'amministrazione, come già detto al p.7).

## **10. per quanto concerne il trattamento:**

gli operatori procedono all'esecuzione delle attività di osservazione e trattamento, secondo quanto previsto dall'art. 27 e segg. dell'ord. pen. e dalle disposizioni della presente circolare. Gli interessati possono richiedere colloquio con gli operatori al fine di sollecitare o nell'ambito delle attività indicate.

I sigg. direttori degli Istituti che ospitano detenuti in regime di 41bis vorranno far conoscere, non appena possibile, le disposizioni interne emesse sulla materia.

Resta fermo quanto disposto in tema di consegna del vitto e pulizia delle sezioni dalla nota riservata n. 284/92 del 28.7.92; e in tema di colloqui con i difensori dal fono dell'Ufficio centrale detenuti n. 4829 dell'1.2.93.

\*\*\*\*\*

Ogni disposizione in contrasto con quelle contenute nella presente circolare deve ritenersi superata.

Si raccomanda di segnalare a questo Dipartimento le problematiche che dovessero insorgere per gli aspetti gestionali non disciplinati dalla presente.

In ogni caso, si vorrà confermare entro quindici giorni dal ricevimento della presente che sono state predisposte le strutture, le apparecchiature e le altre forniture idonee a dare esecuzione a quanto previsto.

La presente circolare verrà trasmessa via fax ai sigg. Direttori degli istituti di Cuneo, Parma, Spoleto, Ascoli Piceno, Viterbo, L'Aquila, Roma Rebibbia, Napoli Secondigliano e Pisa; con i quali sarà entro il mese di Marzo organizzata riunione presso questo Dipartimento al fine di uniformare il trattamento, chiarire eventuali dubbi interpretativi e colmare eventuali lacune.

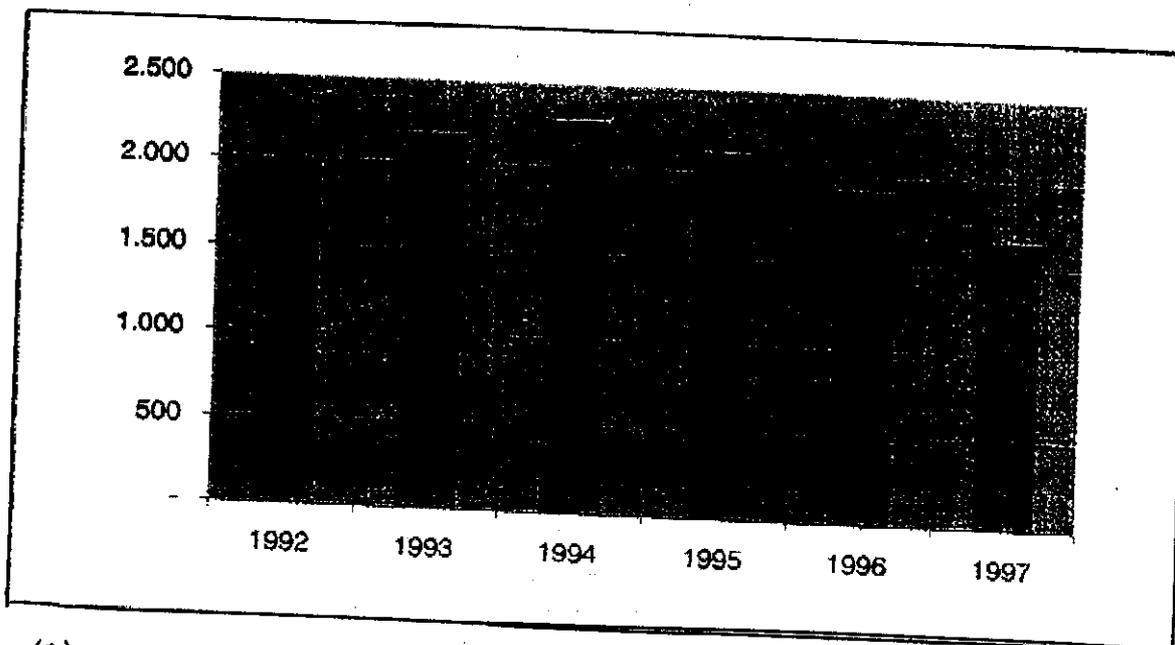
Il Direttore Generale

MINISTRE DE LA JUSTICE  
 DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE  
 SERVICE POUR L'INFORMATIQUE ET LA STATISTIQUE  
 AIRE DU MONITORAGE ET DES STATISTIQUES

MAISON D'ARRET DE MILAN-SAN VITTORE  
 DETENUS PRESENTS AUX ANNEES '92-'97

DATE	SECTION M.D.A.	SECTION DE RECLUSION	SECTION I ET II - SURETE	SECTION CDT (1)	PRESENCE TOTALE
31/12/92	1.931	52			
31/12/93	1.826	51	201		1.983
31/12/94	2.027	74	81	94	2.172
31/12/95	1.863	53	104	95	2.277
31/12/96	1.692	70	70	93	2.113
31/12/97	1.382	79	107	85	1.917
				90	1.658

MAISON D'ARRET DE MILAN-SAN VITTORE  
 DETENUS PRESENTS AUX ANNEES '92-'97  
 REPRESENTATION GRAPHIQUE



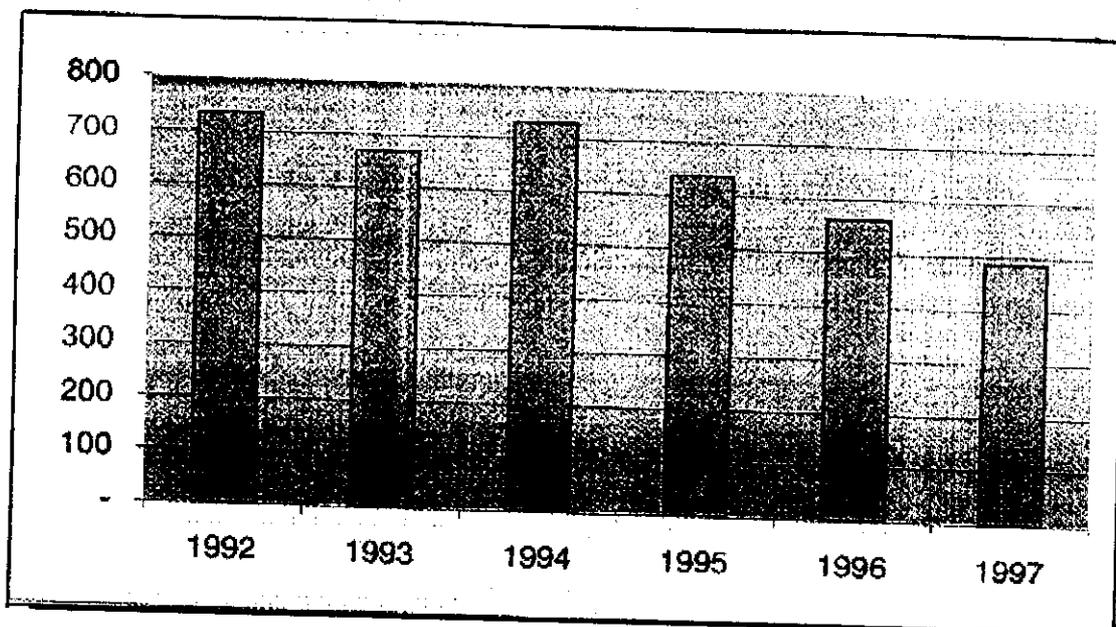
(1) CDT = CENTRE DIAGNOSTIQUE THERAPEUTIQUE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
 DÉPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE  
 SERVICE POUR L'INFORMATIQUE ET LA STATISTIQUE  
 BUREAU DU MONITORAGE ET DES STATISTIQUES

MAISON D'ARRÊT DE CATANE-PIAZZA LANZA  
 DÉTENUIS PRÉSENTS AUX ANNÉES '92-'97

DATE	SECTION M.D.A.	SECTION DE HAUTE SÛRETÉ	PRÉSENCE TOTALE
31/12/92	737	-	737
31/12/93	570	100	670
31/12/94	585	148	733
31/12/95	500	138	638
31/12/96	416	147	563
31/12/97	375	112	487

MAISON D'ARRÊT DE CATANE-PIAZZA LANZA  
 DÉTENUIS PRÉSENTS AUX ANNÉES '92-'97  
 REPRÉSENTATION GRAPHIQUE

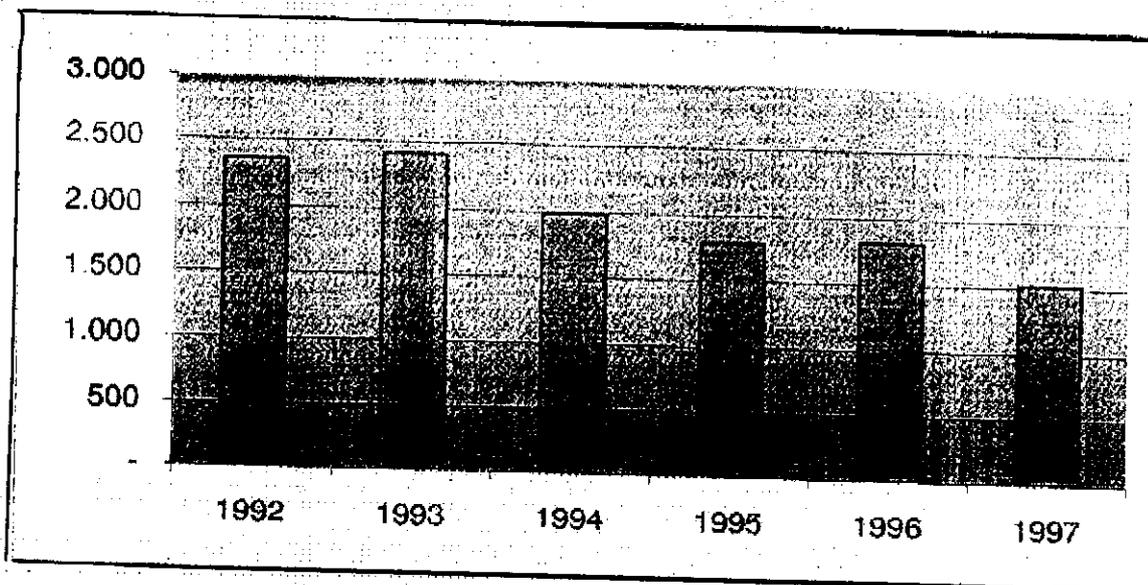


MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
 DÉPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE  
 SERVICE POUR L'INFORMATIQUE ET LA STATISTIQUE  
 BUREAU DU MONITORAGE ET DES STATISTIQUES

MAISON D'ARRÊT DE NAPLES-POGGIOREALE  
 DÉTENUIS PRÉSENTS AUX ANNÉES '92-'97

DATE	SECTION M.D.A.	SECTION DE RECLUSION	SECTION DE HAUTE SURETE	PRESENCE TOTALE
31/12/92	2.356	-	-	2.356
31/12/93	2.378	-	36	2.414
31/12/94	1.707	-	285	1.992
31/12/95	1.488	-	304	1.792
31/12/96	1.629	-	188	1.817
31/12/97	1.299	-	220	1.519

MAISON D'ARRÊT DE NAPLES-POGGIOREALE  
 DÉTENUIS PRÉSENTS AUX ANNÉES '92-'97  
 REPRÉSENTATION GRAPHIQUE



**INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DU BATIMENT DE L'H.P.J. DE NAPLES  
DE 1992 A 1998**

EXERCICE 1992

ENTRETIEN ORDINAIRE	L. 98.000.000=
ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE	L. 237.741.000=

EXERCICE 1993

ENTRETIEN ORDINAIRE	L. 98.000.000=
ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE	L. 481.943.000=

EXERCICE 1994

ENTRETIEN ORDINAIRE	L. 98.000.000=
ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE	L. 794.568.000=

EXERCICE 1995

ENTRETIEN ORDINAIRE	L. 98.000.000=
ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE	L. 813.346.000=

EXERCICE 1996

ENTRETIEN ORDINAIRE	L. 98.000.000=
ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE	L. 557.251.000=

EXERCICE 1997

ENTRETIEN ORDINAIRE	L. 98.000.000=
ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE	L. 284.571.000=

EXERCICE 1998 (jusqu'au 27 avril)

ENTRETIEN ORDINAIRE	L. 98.000.000=
ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE	L. 153.652.000=

**MINISTRE DE LA JUSTICE**  
**DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**  
**BUREAU CENTRAL D'ETUDES, RECHERCHES, LEGISLATION ET AUTOMATION**  
**CENTRE D'ELABORATION DES DONNEES - STATISTIQUE**

**PRESENCES D'INTERNES DANS L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE JUDICIAIRE**  
**DE NAPLES A LA DATE DU 31/12 AUX DERNIERS SIX ANS**

TYPOLOGIE	H.P.J. DE NAPLES					
	93	94	95	96	97	Feb. 98
ACQUITTES (Art. 222 C.P.)	109	73	101	90	57	57
ASSIGNATION A MAISON DE SOIN ET SORVEILLANCE (Art. 219 C.P.)	16	13	16	13	15	17
APPLICATION PROVISOIRE DE MESURES DE SURETE (Art. 206 c.p. - 312, 313 c.p.p.)	31	46	25	11	26	30
VERIFICATION D'INFIRMIITE PSYCHIQUE DU PREVENU (Art. 99 DPR 431/76)	0	0	0	1	5	1
VERIFICATION D'INFIRMIITE PSYCHIQUE DU CONDAMNE (Art. 99 DPR 431/76)	4	2	4	6	12	8
INFIRMIITE PSYCHIQUE SURVENNE AU CONDAMNE (Art. 148 C.P.)	2	3	6	10	17	15
ARRETES MENTALS (ART. 98 DPR 431/76)	13	7	6	9	14	13
D'AUTRES MOTIFS	0	0	0	0	2	0
TOTAL	175	144	158	140	148	141

CORPS DE POLICE PENITENTIAIRE  
ACTIVITES FORMATIVES  
ANNEE 1997

COURS	SIEGE	UNITES	DEBUT	FIN	NOTE
67° ELEVES OFFICIERS AUXILIAIRES (III° CONTINGENT 1986)	ECOLE DE Parma	673	25.11.96	25.2.97	
	ECOLE DE C. Montenotte				
136° FORMATIONS ELEVES AGENTS P.P. (DECLARES APRES AU CONCOURS PU- BLIC POUR 1.220 PLA- CES)	ECOLE DE Verbania	232	7.10.'96	15.3.'97	
	ECOLE DE Monastir				
137° FORMATIONS ELEVES AGENTS P.P. (DECLARES APRES AU CONCOURS PU- BLIC POUR 1.220 PLA- CES)	ECOLE DE Portici	810	16.12.'96	24.5.'97	
	ECOLE DE Sulmona				
	ECOLE DE Roma Via Brava				
138° FORMATIONS ELEVES AGENTS P.P. (DECLARES APRES AU CONCOURS PU- BLIC POUR 1.220 PLA- CES)	ECOLE DE Parma	727	17.3.'97	8.8.'97	
	ECOLE DE C. Montenotte				
62° AGENTS P.P. D.Lgs. n. 443/92 art. 5 ALINEA 7	ECOLE DE Verbania	169	14.4.'97	9.7.'97	
139° FORMATIONS ELEVES AGENTS P.P. (DECLARES APRES AU CONCOURS PU- BLIC POUR 1.220 PLA- CES)	ECOLE DE Roma Via Brava	142	9.6.'97	13.11.'97	

SUITE:

FORMATION SURINTEN-  
DANTES ADJONDS VAIN-  
QUEURS DU CONCOURS  
POUR 400 PLACES

ECOLE DE  
Sulmona

209

9.6.'97

5.12.'97

140°  
AGENTS P.P. ENGAGES  
EN VERTU DE LA  
L.15.11.96 n. 579

ECOLE DE  
Verbania

220

8.9.'97

5.12.'97

ECOLE DE  
C.Montenotte

330

63° AGENTS P.P.  
D.Lgs. n. 443/92 art. 5  
ALINSEA 7

ECOLE DE  
Parma

257

8.9.'97

5.12.'97

FORMATION TECHNIQUE PRO-  
FESSIONNELLE SURINTE-  
DANTES ADJONDS VAIN-  
QUEURS DU CONCOURS  
Int.  
n. 320 PLACES

ECOLE DE  
Portici

79

15.9.'97

10.12.'97

ECOLE DE  
Verbania

218

ECOLE DE  
Parma

305

141° AGENTS P.P.  
ENGAGES EN VERTU DE LA  
L.15.11.96 n. 579

ECOLE DE  
Sulmona

217

15.12.'97

27.3.98

ECOLE DE  
Via di Brava

396

ECOLE DE  
Portici

125

9070

1<sup>er</sup> sem. 98

BUREAU CENTRAL DE LA FORMATION ET RECYCLAGE DU PERSONNEL				
PROGRAMME COURS POUR LE PERSONNEL DU CORPS DE LA POLICE PENITENTIAIRE				
1 <sup>er</sup> SEMESTRE - ANNEE 1998				
TYPLOGIE DES COURS	ECOLES	UNITE PARTICIPANTS	DUREE	
64 <sup>o</sup> COURS POUR LES AGENTS DE LA POLICE PENITENTIAIRE "HETENS"	CAIRO MONTENOTTE	340	JANVIER - MARS 1998	
65 <sup>o</sup> COURS POUR LES AGENTS DE LA POLICE PENITENTIAIRE "HETENS"	PARMA	288	AVRIL - JUILLET 1998	
INITIATIVE DE RECYCLAGE POUR LES "COMMANDEMENTS DE SUBDIVISION" (SUITE)	ROMA VIA DI BRAVA	132	MAI - JUIN 1998	
1 <sup>o</sup> SERVICE-COURS DE QUALIFICATION POUR LE PERSONNEL FEMMININ (ROLE AGENTS)	SUDMONA	150	1 <sup>o</sup> MODULE (MAI-JUILLET 1998) 11 <sup>o</sup> MODULE (SEPTEMBRE-NOVEMBRE 1998)	
1 <sup>o</sup> SERVICE-COURS DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE POUR N <sup>o</sup> 468 DROITES DE PERSONNEL DEJA EN SERVICE ET PROVENANT DE L'ARMEE ET DES CORPS DE POLICE (D.L. 12.1.1993, n.3)	VERBANIA	60 Verbania	MAI - JUILLET 1998	
	PORTICI	65 Portici		

file:98R

ACTIVITE FORMATIVE ORGANISEE PAR LE D.A.P. EN VERTU DU D.P.R. 308/90 ART. 135					
ANNEE 1997					
TYPOLOGIE DES COURS REALISEES	N° COURS		DUREE EN JOURS	TOTALITE PERSONNEL PARTICIPANT	
	PREVUS	REALISEES			
PARCOURS INFORMATION					
CYCLE DE CONFERENCES SUR LA TOXICOMANIE	13	9	2	210	
CYCLE DE CONFERENCES SUR L'ALCOOLISME	12	4	2	112	
PARCOURS TRAITEMENT					
COURS DE 1° NIVEAU	6	4	12	120	
COURS DE 2° NIVEAU	12	6	15	180	
PARCOURS COMMUNICATION ET RESEAU					
COURS COMMUNICATION	19	7	10	210	
COURS GROUPE DE TRAVAIL	11	6	10	180	
COURS TRAVAIL DE RESEAU	8	0	9		
PARCOURS FORMATION SUR LES SUJETS SPECIFIQUE					
COURS FEMMES DETENUES TOXICOMANES	3	0	4		
COURS DIFFICULTES PSYCHIQUES	1	1	6	30	
COURS DETENUES ETRANGERS TOXICOMANES	2	1	4	30	
COURS ALCOOLISME	2	1	5	40	
TOTAL POUR L'ANNEE 1997	39	39	79	1412	
* NOTE: LA REALISATION DE LA PROGRAMMATION SERA COMPLETEE DANS L'ANNEE 1998					

04/06/98

ACTIVITES POUR LA FORMATION SELON LE D.LGS 626/94

ACTUATION DES DIRECTIVES 89/654/CEE, 89/656/CEE, 90/269/CEE, 89/391/CEE, 89/655/CEE,  
90/270/CEE ET 90/679/CEE  
CONCERNANT L'AMELIORATION DE LA SECURITE ET DE LA SANTE  
DES TRAVAILLEURS DANS LE LIEU DE TRAVAIL

NIVEAU CENTRAL	ACTIVITES PROGRAMMEES ET REALISEES		
	EDITIONS	STRUCTURES PENITENTIAIRES	PARTICIPANTS
COURS POUR LA FORMATION "SECURITE DANS LE LIEU DE TRAVAIL" DESTINE AUX DIRECTEURS, EMPLOYERS ET RESPONSABLES DU SERVICE DE PREVENTION AINSI QUE DE PROTECTION	11 EDITIONS AUPRES L'INSTITUTEUR SUPERIEUR D'ETUDES PENITENTIAIRES	PRAP. 17 ETABLISSEMENT 201 C.S.S.A. 54 ECOLES 5 SERVICES 4 TOTALE 281	DIRECTEURS /EMPLOYERS 211 LES RESPONSABLES DU S.P.P. 250
SEMINAIRE "WORK SHOP SECURITE DANS LE LIEU DE TRAVAIL" DESTINE AUX PROVIDITEURS REGIONALS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	1 EDITION AUPRES LE CENTRE ADMINISTRATIF "ALTAVISTA"	PRAP. 14	PROVIDITEURS REGIONALS D.A.P.
NIVEAU DECENTRAL	ACTIVITES FORMATIVES EN VUE DE REALISATION		
COURS DE FORMATION "SECURITE DANS LE LIEU DE TRAVAIL" DESTINE AUX REPRESENTANTS POUR LA SECURITE DES TRAVAILLEURS	34 EDITIONS AUPRES LES INSPECTIONS REGIONALES DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	ETABLISSEMENTS C.S.S.A. SERVICES	ENVIRON 900 REPRESENTANTS POUR LA SECURITE

ACTIVITES DE FORMATION ORGANISEES PAR LE D.A.P.  
EN VERTU DU D.P.R. 309/90 ART. 195

ANEE 1998 DONNEES A LA DATE DU 30 MAI

TYPOLGIE DES COURS EN VUE DE REALISATION	N° COURS	DUREE EN JOURS	TOTALITE PERSONNEL PARTICIPANT
COURS DE FORMATION POUR INFIRMIERS SPECIALISES EN SERVICE DANS LES O.P.G.	1	40	113
5° COURS DE FORMATION POUR ASSISTANTS SOCIAUX COORD. MED-ENGAGEES	1	4 MOIS	35

FORMATION CONJOINTE AVEC D'AUTRES ADMINISTRATIONS

TPOLOGIE DES COURS EN VUE DE REALISATION	N° COURS	DUREE EN JOURS	TOTALITE PERSONNEL PENITENTIAIRE
D.A.P. ET MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE TRILE ET FORMATION DE L'ENSEIGNANT D'ECOLE ELEMENTAIRE DANS LES INSTITUTIONS PENITENTIAIRES SEMINAIRE NATIONAL DE RECYCLAGE POUR LES SIEGERS RUSSEMENTS	1	5	33
D.A.P. ET U.I.S.P. 1° RENDEZ-VOUS FORMATIF CONJOINT	1	3	60

04/06/98

## ACTIVITES DEROULEES PAR LES I.S.S.P. AU COURS DE 1997

Au cours de 1997, se sont déroulées chez l'Institut Supérieur d'Etudes Pénitentiaires les suivantes activités de formation:

### IV Cours de formation pour des fonctionnaires directifs de l'A.P. III session interprofessionnelle.

Le cours s'est déroulé chez l'I.S.S.P. du 30 septembre 1996 au 19 avril 1997, il a eu un caractère résidentiel et il a régardé 22 fonctionnaires, vainqueurs de concours, appartenant aux profils de:

- directeur d'établissement pénitentiaire et de centre de service social (VIII niveau)
- collaborateurs d'établissement pénitentiaire (VII niveau)

Le cours s'est articulé en trois modules didactiques de cinq semaine par chacun, chacun suivi par des activités d'apprentissage, pendant une durée totale de six mois aux termes de l'art. 10 du Décret législatif 30 octobre 1992, n. 446.

Le cours a eu l'intention de fournir une ligne opérationnelle strictement liée au contexte du travail spécifique, qui en rendait la complexité; en cette direction on a destiné un ample espace à l'analyse du profil de manager, des rôles, et à la communication, dont le développement a concerné tout le parcours formatif.

### Cours de formation "Sécurité dans le travail" L. 626/94

Le cours a été articulé en XI éditions et il a été adressé aux directeurs - tels que employers - et aux responsables du service de prévention et de protection dans les structures pénitentiaires.

Les premières sept éditions, chacune ayant la durée de 8 jours, ont intéressé les fonctionnaires et le personnel en service chez les établissements pénitentiaires; les quatre dernières éditions, chacune ayant la durée de 5 jours, ont été destinées aux fonctionnaires et au personnel en service chez les centres de service social pour adultes.

Le cours, qui s'est déroulé dans la période du 5 mai 1997 au 26 septembre 1997, a eu un caractère résidentiel et il a rejoint presque 500 unités de personnel distribué dans tout le territoire national. D'autres éditions sont en phase de programmation.

### Cours de formation pour des fonctionnaires de l'A.P. V édition Collaborateurs d'Etablissement Pénitentiaire

Le cours, qui est commencé en octobre 1997 et il est encore en phase de déroulement, s'adresse aux collaborateurs d'établissement pénitentiaire, vainqueurs du concours public par examens ouvert par D.M. 13/10/1994, engagés à la date du 8 septembre 1997.

Le grand nombre des neo-engagés, 159 unités, et la nécessité de procéder à une formation contemporaine au début du service, et

en mesure donc d'accompagner l'approche à un contexte complexe comme celui-là pénitentiaire, ils ont amené à une subdivision des stagiaires en quatre groupes et à une structuration des modules par séquences successives (chacun groupe a commencé l'activité didactique du premier modul, de deux semaines, avec la distance de deux semaines l'un de l'autre), de façon à permettre l'accomplissement du parcours formatif, pour tous les participants, dans l'octobre 1998. Les modules prévus sont quatre, chacun d'eux comprend une phase théorique chez l'Institut Supérieur et une phase de formation dans la place de travail.

Chaque groupe accomplira un parcours de six mois aux termes de l'art. 10 du Décret Législatif 30 octobre 1992, n. 446.

Dans chaque module, à côté de thèmes strictement techniques, relatifs au secteur administratif, comptable, juridique, elles ont été affrontées, de manière particulièrement attentive, les thématiques strictement relatives à la gestion et au traitement des détenus. En outre, ils ont été insérés des arguments relatifs à la sphère de la communication et gestion des ressources humaines, thématiques qui concernent tout le parcours.

Legge 6 marzo 1998, n. 40.

**"Disciplina dell'immigrazione e norme sulla condizione dello straniero."**

(pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 59 del 12 marzo 1998 - Supplemento Ordinario n. 40)

.....

**TITOLO II**

Disposizioni sull'ingresso, il soggiorno e l'allontanamento dal territorio dello Stato

**CAPO I**

Disposizioni sull'ingresso e il soggiorno

**Art. 4**

Ingresso nel territorio dello Stato

1. L'ingresso nel territorio dello Stato e' consentito allo straniero in possesso di passaporto valido o documento equipollente e del visto d'ingresso, salvi i casi di esenzione, e puo' avvenire, salvi i casi di forza maggiore, soltanto attraverso i valichi di frontiera appositamente istituiti.
2. Il visto di ingresso e' rilasciato dalle rappresentanze diplomatiche o consolari italiane nello Stato di origine o di stabile residenza dello straniero. Per soggiorni non superiori a tre mesi, sono equiparati ai visti rilasciati dalle rappresentanze diplomatiche e consolari italiane quelli emessi, sulla base di specifici accordi, dalle autorità diplomatiche o consolari di altri Stati. \_ Contestualmente al rilascio del visto d'ingresso l'autorità diplomatica o consolare italiana consegna allo straniero una comunicazione scritta in lingua a lui comprensibile che illustri i diritti e i doveri dello straniero relativi all'ingresso ed al soggiorno in Italia. Il diniego del visto di ingresso o reingresso e' adottato con provvedimento scritto e motivato, che deve essere comunicato all'interessato unitamente alle modalità di impugnazione e ad una traduzione in lingua a lui comprensibile o, in mancanza, in inglese, francese, spagnolo o arabo. Per lo straniero in possesso di permesso di soggiorno e' sufficiente, ai fini del reingresso nel territorio dello Stato, una preventiva comunicazione all'autorità di frontiera.
3. Ferme restando le disposizioni di cui all'articolo 3, comma 4, l'Italia, in armonia con gli obblighi assunti con l'adesione a specifici accordi internazionali, consentira' l'ingresso nel proprio territorio allo straniero che dimostri di essere in possesso di idonea documentazione atta a confermare lo scopo e le condizioni del soggiorno, nonche' la disponibilita' di mezzi di sussistenza sufficienti per la durata del soggiorno e, fatta eccezione per i permessi di soggiorno per motivi di lavoro, anche per il ritorno nel Paese di provenienza. I mezzi di sussistenza sono definiti con apposita direttiva emanata dal ministro dell'Interno, sulla base dei criteri indicati nel documento di programmazione di cui all'articolo 3, comma 1. Non potra' essere ammesso in Italia lo straniero che non soddisfi tali requisiti o che sia considerato una minaccia per l'ordine pubblico o la sicurezza dello Stato o di uno dei Paesi con i quali l'Italia abbia sottoscritto accordi per la soppressione dei controlli alle frontiere interne e la libera circolazione delle persone, con i limiti e le deroghe previsti nei suddetti accordi.
4. L'ingresso in Italia puo' essere consentito con visti per soggiorni di breve durata, validi fino a novanta giorni, e per soggiorni di lunga durata che comportano per il titolare la concessione di un permesso di soggiorno in Italia con motivazione identica a quella menzionata nel visto. Per

soggiorni inferiori a tre mesi saranno considerati validi anche i motivi esplicitamente indicati in visti rilasciati da autorità diplomatiche o consolari di altri Stati in base a specifici accordi internazionali sottoscritti e ratificati dall'Italia ovvero a norme comunitarie.

5. Il ministero degli Affari esteri adotta, dandone tempestiva comunicazione alle competenti Commissioni parlamentari, ogni opportuno provvedimento di revisione o modifica dell'elenco dei Paesi i cui cittadini siano soggetti ad obbligo di visto, anche in attuazione di obblighi derivanti da accordi internazionali in vigore.

6. Non possono fare ingresso nel territorio dello Stato e sono respinti dalla frontiera gli stranieri espulsi, salvo che abbiano ottenuto la speciale autorizzazione o che sia trascorso il periodo di divieto di ingresso, gli stranieri che debbono essere espulsi e quelli segnalati, anche in base ad accordi o convenzioni internazionali in vigore in Italia, ai fini del respingimento o della non ammissione per gravi motivi di ordine pubblico, di sicurezza nazionale e di tutela delle relazioni internazionali.

7. L'ingresso è comunque subordinato al rispetto degli adempimenti e delle formalità prescritti con il regolamento di attuazione.

### **Art. 5**

#### Permesso di soggiorno

1. Possono soggiornare nel territorio dello Stato gli stranieri entrati regolarmente ai sensi dell'articolo 4, che siano muniti di carta di soggiorno o di permesso di soggiorno rilasciati a norma della presente legge o che siano in possesso di permesso di soggiorno o titolo equipollente rilasciato dalla competente autorità di uno Stato appartenente all'Unione europea, nei limiti ed alle condizioni previsti da specifici accordi.

2. Il permesso di soggiorno deve essere richiesto, secondo le modalità previste nel regolamento di attuazione, al questore della provincia in cui lo straniero si trova entro otto giorni lavorativi dal suo ingresso nel territorio dello Stato ed è rilasciato per le attività previste dal visto d'ingresso o dalle disposizioni vigenti. Il regolamento di attuazione può prevedere speciali modalità di rilascio relativamente ai soggiorni brevi per motivi di turismo, di giustizia, di attesa di emigrazione in altro Stato e per l'esercizio delle funzioni di ministro di culto nonché ai soggiorni in case di cura, ospedali, istituti civili e religiosi e altre convivenze.

3. La durata del permesso di soggiorno è quella prevista dal visto d'ingresso, nei limiti stabiliti dalla presente legge o in attuazione degli accordi e delle convenzioni internazionali in vigore. La durata non può comunque essere:

- a) superiore a tre mesi, per visite, affari e turismo;
- b) superiore a sei mesi, per lavoro stagionale, o nove mesi, per lavoro stagionale nei settori che richiedono tale estensione;
- c) superiore ad un anno, in relazione alla frequenza di un corso per studio o per formazione debitamente certificata; il permesso è tuttavia rinnovabile annualmente nel caso di corsi pluriennali;
- d) superiore a due anni, per lavoro autonomo, per lavoro subordinato a tempo indeterminato e per ricongiungimenti familiari;
- e) superiore alle necessità specificamente documentate, negli altri casi consentiti dalla presente legge o dal regolamento di attuazione.

4. Il rinnovo del permesso di soggiorno deve essere richiesto dallo straniero al questore della provincia in cui si trova almeno trenta giorni prima della scadenza ed è sottoposto alla verifica delle condizioni previste per il rilascio o delle diverse condizioni previste dalla presente legge.

Fatti salvi i diversi termini previsti dalla presente legge o dal regolamento di attuazione, il permesso di soggiorno e' rinnovato per una durata non superiore al doppio di quella stabilita con il rilascio iniziale.

5. Il permesso di soggiorno o il suo rinnovo sono rifiutati e, se il permesso di soggiorno e' stato rilasciato, esso e' revocato quando mancano o vengono a mancare i requisiti richiesti per l'ingresso e il soggiorno nel territorio dello Stato, fatto salvo quanto previsto dall'articolo 20, comma 7, e sempre che non siano sopraggiunti nuovi elementi che ne consentano il rilascio e che non si tratti di irregolarita' amministrative sanabili.

6. Il rifiuto o la revoca del permesso di soggiorno possono essere altresì adottati sulla base di convenzioni o accordi internazionali, resi esecutivi in Italia, quando lo straniero non \_ soddisfi le condizioni di soggiorno applicabili in uno degli Stati contraenti, salvo che ricorrano seri motivi, in particolare di carattere umanitario o risultanti da obblighi costituzionali o internazionali dello Stato italiano.

7. Gli stranieri muniti del permesso di soggiorno o titolo equipollente rilasciato dall'autorita' di uno Stato appartenente all'Unione europea, valido per il soggiorno in Italia, sono tenuti a dichiarare la loro presenza al questore con le modalita' e nei termini di cui al comma 2. Agli stessi e' rilasciata idonea ricevuta della dichiarazione di soggiorno. Ai contravventori si applica la sanzione amministrativa del pagamento di una somma da lire 200mila a lire 600mila. Qualora la dichiarazione non venga resa entro sessanta giorni dall'ingresso nel territorio dello Stato puo' essere disposta l'espulsione amministrativa.

8. Il permesso di soggiorno, la ricevuta della dichiarazione di soggiorno e la carta di soggiorno di cui all'articolo 7 sono rilasciati su modelli a stampa, con caratteristiche anticounterfeiting, conformi ai tipi approvati dal ministro dell'Interno, in attuazione dell'azione comune adottata dal Consiglio dell'Unione europea il 16 dicembre 1996.

9. Il permesso di soggiorno e' rilasciato, rinnovato o convertito entro venti giorni dalla data in cui e' stata presentata la domanda, se sussistono i requisiti e le condizioni previsti dalla presente legge e dal regolamento di attuazione per il permesso di soggiorno richiesto ovvero, in mancanza di questi, per altro tipo di permesso da rilasciare in applicazione della presente legge.

## **Art. 6**

### **Facolta' ed obblighi inerenti al soggiorno**

1. Il permesso di soggiorno rilasciato per motivi di lavoro subordinato, lavoro autonomo e familiari puo' essere utilizzato anche per le altre attivita' consentite. Quello rilasciato per motivi di studio e formazione puo' essere convertito, comunque prima della sua scadenza, in permesso di soggiorno per motivi di lavoro nell'ambito delle quote stabilite a norma dell'articolo 3, comma 4, secondo le modalita' previste dal regolamento di attuazione.

2. Fatta eccezione per i provvedimenti riguardanti attivita' sportive e ricreative a carattere temporaneo e per quelli inerenti agli atti di stato civile o all'accesso a pubblici servizi, i documenti inerenti al soggiorno di cui all'articolo 5, comma 8, devono essere esibiti agli uffici della pubblica amministrazione ai fini del rilascio di licenze, autorizzazioni, iscrizioni ed altri provvedimenti di interesse dello straniero comunque denominati.

3. Lo straniero che, a richiesta degli ufficiali e agenti di pubblica sicurezza, non esibisce, senza giustificato motivo, il passaporto o altro documento di identificazione, ovvero il permesso o la carta di soggiorno, e' punito con l'arresto fino a sei mesi e l'ammenda fino a lire ottocentomila.

4. Per le verifiche previste dalla presente legge o dal regolamento di attuazione, l'autorita' di

pubblica sicurezza, quando vi siano fondate ragioni, richiede agli stranieri informazioni e atti comprovanti la disponibilit  di un reddito, da lavoro o da altra fonte legittima, sufficiente al sostentamento proprio e dei familiari \_ conviventi nel territorio dello Stato.

5. Le iscrizioni e variazioni anagrafiche dello straniero regolarmente soggiornante sono effettuate alle medesime condizioni dei cittadini italiani con le modalit  previste dal regolamento di attuazione. In ogni caso la dimora dello straniero si considera abituale anche in caso di documentata ospitalit  da pi  di tre mesi presso un centro di accoglienza. Dell'avvenuta iscrizione o variazione l'ufficio da comunicazione alla questura territorialmente competente.

6. Fuori dei casi di cui al comma 5, gli stranieri che soggiornano nel territorio dello Stato devono comunicare al questore competente per territorio, entro i quindici giorni successivi, le eventuali variazioni del proprio domicilio abituale.

7. Il documento di identificazione per stranieri e' rilasciato su modello conforme al tipo approvato con decreto del ministro dell'Interno. Esso non e' valido per l'espatrio, salvo che sia diversamente disposto dalle convenzioni o dagli accordi internazionali.

8. Contro i provvedimenti di cui all'articolo 5 e al presente articolo e' ammesso ricorso al tribunale amministrativo regionale competente.

#### **Art. 7**

##### Carta di soggiorno

1. Lo straniero regolarmente soggiornante nel territorio dello Stato da almeno cinque anni, titolare di un permesso di soggiorno per un motivo che consente un numero indeterminato di rinnovi, il quale dimostri di avere un reddito sufficiente per il sostentamento proprio e dei familiari, puo' richiedere al questore il rilascio della carta di soggiorno per se', per il coniuge e per i figli minori conviventi. La carta di soggiorno e' a tempo indeterminato.

2. La carta di soggiorno puo' essere richiesta anche dallo straniero coniuge o figlio minore o genitore conviventi di un cittadino italiano o di cittadino di uno Stato dell'Unione europea residente in Italia.

3. La carta di soggiorno e' rilasciata sempre che nei confronti dello straniero non sia stato disposto il giudizio per taluno dei delitti di cui all'articolo 380 nonche', limitatamente ai delitti non colposi, all'articolo 381 del Codice di procedura penale o pronunciata sentenza di condanna, anche non definitiva, salvo che abbia ottenuto la riabilitazione. Successivamente al rilascio della carta di soggiorno il questore dispone la revoca, se e' stata emessa sentenza di condanna, anche non definitiva, per i reati di cui al presente comma. Qualora non debba essere disposta l'espulsione e ricorrano i requisiti previsti dalla legge, e' rilasciato permesso di soggiorno. Contro il rifiuto del rilascio della carta di soggiorno e contro la revoca della stessa e' ammesso ricorso al tribunale amministrativo regionale competente.

4. Oltre a quanto previsto per lo straniero regolarmente soggiornante nel territorio dello Stato, il titolare della carta di soggiorno puo':

- a) fare ingresso nel territorio dello Stato in esenzione di visto;
- \_ b) svolgere nel territorio dello Stato ogni attivita' lecita, salvo quelle che la legge espressamente vieta allo straniero o comunque riserva al cittadino;
- c) accedere ai servizi ed alle prestazioni erogate dalla pubblica amministrazione, salvo che sia diversamente disposto;
- d) partecipare alla vita pubblica locale, esercitando anche l'elettorato quando previsto dall'ordinamento e in armonia con le previsioni del capitolo C della Convenzione sulla partecipazione degli stranieri alla vita pubblica a livello locale, fatta a Strasburgo il 5 febbraio

1992.

5. Nei confronti del titolare della carta di soggiorno l'espulsione amministrativa può essere disposta solo per gravi motivi di ordine pubblico o sicurezza nazionale, ovvero quando lo stesso appartiene a una delle categorie indicate dall'articolo 1 della legge 27 dicembre 1956, n. 1423, come sostituito dall'articolo 2 della legge 3 agosto 1988, n. 327, ovvero dall'articolo 1 della legge 31 maggio 1965, n. 575, come sostituito dall'articolo 13 della legge 13 settembre 1982, n. 646, sempre che sia applicata, anche in via cautelare, una delle misure di cui all'articolo 14 della legge 19 marzo 1990, n. 55.

## **CAPO II**

### **Controllo delle frontiere, respingimento ed espulsione**

#### **Art. 8**

##### **Respingimento**

1. La polizia di frontiera respinge gli stranieri che si presentano ai valichi di frontiera senza avere i requisiti richiesti dalla presente legge per l'ingresso nel territorio dello Stato.
2. Il respingimento con accompagnamento alla frontiera e' altresì disposto dal questore nei confronti degli stranieri:
  - a) che, entrando nel territorio dello Stato sottraendosi ai controlli di frontiera, sono fermati all'ingresso o subito dopo;
  - b) che, nelle circostanze di cui al comma 1, sono stati temporaneamente ammessi nel territorio per necessita' di pubblico soccorso.
3. Il vettore che ha condotto alla frontiera uno straniero privo dei documenti di cui all'articolo 4 o che deve essere comunque respinto a norma del presente articolo e' tenuto a prenderlo immediatamente a carico e a ricondurlo nello Stato di provenienza, o in quello che ha rilasciato il documento di viaggio eventualmente in possesso dello straniero.
4. Le disposizioni dei commi 1, 2 e 3 del presente articolo e quelle dell'articolo 4, commi 3 e 6, non si applicano nei casi previsti dalle disposizioni vigenti che disciplinano l'asilo politico, il riconoscimento dello status di rifugiato, ovvero l'adozione di misure di protezione temporanea per motivi umanitari.
5. Per lo straniero respinto e' prevista l'assistenza necessaria presso i valichi di frontiera.
6. I respingimenti di cui al presente articolo sono registrati dall'autorita' di pubblica sicurezza.

#### **Art. 9**

##### **Potenziamento e coordinamento dei controlli di frontiera**

1. Il ministro dell'Interno e il ministro degli Affari esteri adottano il piano generale degli interventi per il potenziamento e il perfezionamento, anche attraverso l'automazione delle procedure, delle misure di controllo di rispettiva competenza, nell'ambito delle compatibilita' con i sistemi informativi di livello extranazionale previsti dagli accordi o convenzioni internazionali in vigore e delle disposizioni vigenti in materia di protezione dei dati personali.
2. Delle parti di piano che riguardano sistemi informativi automatizzati e dei relativi contratti e' data comunicazione all'Autorita' per l'informatica nella pubblica amministrazione.
3. Nell'ambito e in attuazione delle direttive adottate dal ministro dell'Interno, i prefetti delle province di confine terrestre e i prefetti dei capoluoghi delle regioni interessate alla frontiera marittima promuovono le misure occorrenti per il coordinamento dei controlli di frontiera e della

vigilanza marittima e terrestre, d'intesa con i prefetti delle altre province interessate, sentiti i questori e i dirigenti delle zone di polizia di frontiera, nonché le autorità marittime e militari e i responsabili degli organi di polizia, di livello non inferiore a quello provinciale, eventualmente interessati, e sovrintendono all'attuazione delle direttive emanate in materia.

4. Il ministero degli Affari esteri e il ministero dell'Interno promuovono le iniziative occorrenti, d'intesa con i Paesi interessati, al fine di accelerare l'espletamento degli accertamenti e il rilascio dei documenti eventualmente necessari per migliorare l'efficacia dei provvedimenti previsti dalla presente legge. A tale fine, le intese di collaborazione possono prevedere la cessione a titolo gratuito alle autorità dei Paesi interessati di beni mobili e apparecchiature specificamente individuate, nei limiti delle compatibilità funzionali e finanziarie definite dal ministro dell'Interno, di concerto con il ministro del Tesoro.

5. Presso i valichi di frontiera sono previsti servizi di accoglienza al fine di fornire informazioni e assistenza agli stranieri che intendano presentare domanda di asilo o fare ingresso in Italia per un soggiorno di durata superiore a tre mesi. Tali servizi sono messi a disposizione, ove possibile, all'interno della zona di transito.

### **Art. 10**

#### **Disposizioni contro le immigrazioni clandestine**

1. Salvo che il fatto costituisca più grave reato, chiunque compie attività dirette a favorire l'ingresso degli stranieri nel territorio dello Stato in violazione delle disposizioni della presente legge è punito con la reclusione fino a tre anni e con la multa fino a lire trenta milioni.

2. Fermo restando quanto previsto dall'articolo 54 del Codice penale, non costituiscono reato le attività di soccorso e assistenza umanitaria prestate in Italia nei confronti degli stranieri in condizioni di bisogno comunque presenti nel territorio dello Stato.

3. Se il fatto di cui al comma 1 è commesso a fine di lucro o da tre o più persone in concorso tra loro, ovvero riguarda l'ingresso \_ di cinque o più persone, e nei casi in cui il fatto è commesso mediante l'utilizzazione di servizi di trasporto internazionale o di documenti contraffatti, la pena è della reclusione da quattro a dodici anni e della multa di lire trenta milioni per ogni straniero di cui è stato favorito l'ingresso in violazione della presente legge. Se il fatto è commesso al fine di reclutamento di persone da destinare alla prostituzione o allo sfruttamento della prostituzione ovvero riguarda l'ingresso di minori da impiegare in attività illecite al fine di favorirne lo sfruttamento, la pena è della reclusione da cinque a quindici anni e della multa di lire cinquanta milioni per ogni straniero di cui è stato favorito l'ingresso in violazione della presente legge.

4. Nei casi previsti dai commi 1 e 3 è sempre consentito l'arresto in flagranza ed è disposta la confisca del mezzo di trasporto utilizzato per i medesimi reati, salvo che si tratti di mezzo destinato a pubblico servizio di linea o appartenente a persona estranea al reato. Nei medesimi casi si procede comunque con giudizio direttissimo, salvo che siano necessarie speciali indagini.

5. Fuori dei casi previsti dai commi precedenti, e salvo che il fatto non costituisca più grave reato, chiunque, al fine di trarre un ingiusto profitto dalla condizione di illegalità dello straniero o nell'ambito delle attività punite a norma del presente articolo, favorisce la permanenza di questi nel territorio dello Stato in violazione delle norme della presente legge, è punito con la reclusione fino a quattro anni e con la multa fino a lire trenta milioni.

6. Il vettore aereo, marittimo o terrestre è tenuto ad accertarsi che lo straniero trasportato sia in possesso dei documenti richiesti per l'ingresso nel territorio dello Stato, nonché a riferire all'organo di polizia di frontiera dell'eventuale presenza a bordo dei rispettivi mezzi di trasporto di stranieri in posizione irregolare. In caso di inosservanza anche di uno solo degli obblighi di cui

al presente comma, si applica la sanzione amministrativa del pagamento di una somma da lire un milione a lire cinque milioni per ciascuno degli stranieri trasportati. Nei casi piu' gravi e' disposta la sospensione da uno a dodici mesi, ovvero la revoca della licenza, autorizzazione o concessione rilasciate dall'autorita' amministrativa italiana, inerenti all'attivita' professionale svolta e al mezzo di trasporto utilizzato. Si osservano le disposizioni di cui alla legge 24 novembre 1981, n. 689.

7. Nel corso di operazioni di polizia finalizzate al contrasto delle immigrazioni clandestine, disposte nell'ambito delle direttive di cui all'articolo 9, comma 3, gli ufficiali e agenti di pubblica sicurezza operanti nelle province di confine e nelle acque territoriali possono procedere al controllo e alle ispezioni dei mezzi di trasporto e delle cose trasportate, ancorche' soggetti a speciale regime doganale, quando, anche in relazione a specifiche circostanze di luogo e di tempo, sussistono fondati motivi di ritenere che possano essere utilizzati per uno dei reati previsti dal presente articolo. Dell'esito dei controlli e delle ispezioni e' redatto processo verbale in appositi moduli, che e' trasmesso entro quarantotto ore al procuratore della Repubblica, il quale, se ne ricorrono i presupposti, lo convalida nelle successive quarantotto ore. Nelle medesime circostanze gli ufficiali di polizia giudiziaria \_ possono altresì' procedere a perquisizioni, con l'osservanza delle disposizioni di cui all'articolo 352, commi 3 e 4, del Codice di procedura penale.

8. I beni immobili e i beni mobili iscritti in pubblici registri, sequestrati nel corso di operazioni di polizia finalizzate alla prevenzione e repressione dei reati previsti dal presente articolo, possono essere affidati dall'autorita' giudiziaria procedente in custodia giudiziale agli organi di polizia che ne facciano richiesta per l'impiego immediato in attivita' di polizia; se vi ostano esigenze processuali, l'autorita' giudiziaria rigetta l'istanza con decreto motivato. Si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni dell'articolo 100, commi 2, 3 e 4, del Testo unico delle leggi in materia di disciplina degli stupefacenti e sostanze psicotrope, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 9 ottobre 1990, n. 309.

9. Le somme di denaro confiscate a seguito di condanna per uno dei reati previsti dal presente articolo, nonche' le somme di denaro ricavate dalla vendita, ove disposta, dei beni confiscati, sono destinate al potenziamento delle attivita' di prevenzione e repressione dei medesimi reati, anche a livello internazionale mediante interventi finalizzati alla collaborazione e alla assistenza tecnico-operativa con le forze di polizia dei Paesi interessati. A tal fine, le somme affluiscono ad apposito capitolo dell'entrata del bilancio dello Stato per essere assegnate, sulla base di specifiche richieste, ai pertinenti capitoli dello stato di previsione del ministero dell'Interno, rubrica "Sicurezza pubblica".

## **Art. 11**

### **Espulsione amministrativa**

1. Per motivi di ordine pubblico o di sicurezza dello Stato, il ministro dell'Interno puo' disporre l'espulsione dello straniero anche non residente nel territorio dello Stato, dandone preventiva notizia al Presidente del Consiglio dei ministri e al ministro degli Affari esteri.

2. L'espulsione e' disposta dal prefetto quando lo straniero:  
a) e' entrato nel territorio dello Stato sottraendosi ai controlli di frontiera e non e' stato respinto ai sensi dell'articolo 8;  
b) si e' trattenuto nel territorio dello Stato senza avere richiesto il permesso di soggiorno nel termine prescritto, salvo che il ritardo sia dipeso da forza maggiore, ovvero quando il permesso di soggiorno e' stato revocato o annullato, ovvero e' scaduto da piu' di sessanta giorni e non ne e' stato chiesto il rinnovo;  
c) appartiene a taluna delle categorie indicate nell'articolo 1 della legge 27 dicembre 1956, n. 1423, come sostituito dall'articolo 2 della legge 3 agosto 1988, n. 327, o nell'articolo 1 della

legge 31 maggio 1965, n. 575, come sostituito dall'articolo 13 della legge 13 settembre 1982, n. 646.

3. L'espulsione e' disposta in ogni caso con decreto motivato. Quando lo straniero e' sottoposto a procedimento penale, l'autorita' giudiziaria rilascia nulla osta salvo che sussistano inderogabili esigenze processuali. Nel caso di arresto in flagranza, il giudice rilascia il nulla osta all'atto della convalida, salvo che applichi \_ una misura detentiva ai sensi dell'articolo 391, comma 5, del Codice di procedura penale. Se tale misura non e' applicata o e' cessata, il questore puo' adottare la misura di cui all'articolo 12, comma 1.

4. L'espulsione e' eseguita dal questore con accompagnamento alla frontiera a mezzo della forza pubblica, quando lo straniero:  
a) e' espulso ai sensi del comma 1 o si e' trattenuto indebitamente nel territorio dello Stato oltre il termine fissato con l'intimazione;  
b) e' espulso ai sensi del comma 2, lettera c), e il prefetto rilevi, sulla base di circostanze obiettive, il concreto pericolo che lo straniero si sottragga all'esecuzione del provvedimento.

5. Si procede altresì all'accompagnamento alla frontiera a mezzo della forza pubblica dello straniero espulso ai sensi del comma 2, lettera a), qualora quest'ultimo sia privo di valido documento attestante la sua identita' e nazionalita' e il prefetto rilevi, tenuto conto di circostanze obiettive riguardanti il suo inserimento sociale, familiare e lavorativo, un concreto pericolo che lo straniero medesimo si sottragga all'esecuzione del provvedimento.

6. Negli altri casi, l'espulsione contiene l'intimazione a lasciare il territorio dello Stato entro il termine di quindici giorni e a osservare le prescrizioni per il viaggio e per la presentazione all'ufficio di polizia di frontiera. Quando l'espulsione e' disposta ai sensi del comma 2, lettera b), il questore puo' adottare la misura di cui all'articolo 12, comma 1, qualora il prefetto rilevi, tenuto conto di circostanze obiettive riguardanti l'inserimento sociale, familiare e lavorativo dello straniero, il concreto pericolo che quest'ultimo si sottragga all'esecuzione del provvedimento.

7. Il decreto di espulsione e il provvedimento di cui al comma 1 dell'articolo 12, nonche' ogni altro atto concernente l'ingresso, il soggiorno e l'espulsione, sono comunicati all'interessato unitamente all'indicazione delle modalita' di impugnazione e a una traduzione in una lingua da lui conosciuta, ovvero, ove non sia possibile, in lingua francese, inglese o spagnola.

8. Avverso il decreto di espulsione puo' essere presentato unicamente ricorso al pretore, entro cinque giorni dalla comunicazione del decreto o del provvedimento. Il termine e' di trenta giorni qualora l'espulsione sia eseguita con accompagnamento immediato.

9. Il ricorso e' presentato al pretore del luogo di residenza o di dimora dello straniero. Nei casi di espulsione con accompagnamento immediato, sempreche' sia disposta la misura di cui al comma 1 dell'articolo 12, provvede il pretore competente per la convalida di tale misura. Il pretore accoglie o rigetta il ricorso decidendo con unico provvedimento adottato in ogni caso, entro dieci giorni dalla data di deposito del ricorso, sentito l'interessato, nei modi di cui agli articoli 737 e seguenti del Codice di procedura civile.

10. Il ricorso di cui ai commi 8, 9 e 11 puo' essere sottoscritto anche personalmente. Nel caso di espulsione con accompagnamento immediato, il ricorso puo' essere presentato anche per il tramite della rappresentanza diplomatica o consolare italiana nello Stato di destinazione, entro trenta giorni dalla comunicazione del provvedimento; in tali casi, il ricorso puo' essere sottoscritto anche personalmente dalla parte alla presenza dei funzionari delle \_ rappresentanze diplomatiche o consolari, che provvedono a certificarne l'autenticita' e ne curano l'inoltro all'autorita' giudiziaria. Lo straniero e' ammesso al gratuito patrocinio a spese dello Stato e,

qualora sia sprovvisto di un difensore, e' assistito da un difensore designato dal giudice nell'ambito dei soggetti iscritti nella tabella di cui all'articolo 29 delle norme di attuazione, di coordinamento e transitorie del Codice di procedura penale, approvate con decreto legislativo 28 luglio 1989, n. 271, e successive modificazioni, nonche', ove necessario, da un interprete.

11. Contro il decreto di espulsione emanato ai sensi del comma 1 e' ammesso ricorso al tribunale amministrativo regionale del Lazio, sede di Roma.

12. Fatto salvo quanto previsto dall'articolo 17, lo straniero espulso e' rinvioato allo Stato di appartenenza, ovvero, quando cio' non sia possibile, allo Stato di provenienza.

13. Lo straniero espulso non puo' rientrare nel territorio dello Stato senza una speciale autorizzazione del ministro dell'Interno; in caso di trasgressione, e' punito con l'arresto da due mesi a sei mesi ed e' nuovamente espulso con accompagnamento immediato.

14. Il divieto di cui al comma 13 opera per un periodo di cinque anni, salvo che il pretore o il tribunale amministrativo regionale, con il provvedimento che decide sul ricorso di cui ai commi 8 e 11, ne determinino diversamente la durata per un periodo non inferiore a tre anni, sulla base di motivi legittimi adottati dall'interessato e tenuto conto della complessiva condotta tenuta dall'interessato nel territorio dello Stato.

15. Le disposizioni di cui al comma 5 non si applicano allo straniero che dimostri sulla base di elementi obiettivi di essere giunto nel territorio dello Stato prima della data di entrata in vigore della presente legge. In tal caso, il questore puo' adottare la misura di cui all'articolo 12, comma 1.

16. L'onere derivante dal comma 10 del presente articolo e' valutato in lire 4 miliardi per l'anno 1997 e in lire 8 miliardi annui a decorrere dall'anno 1998.

## **Art. 12**

### **Esecuzione dell'espulsione**

1. Quando non e' possibile eseguire con immediatezza l'espulsione mediante accompagnamento alla frontiera, ovvero il respingimento, perche' occorre procedere al soccorso dello straniero, ad accertamenti supplementari in ordine alla sua identita' o nazionalita', ovvero all'acquisizione di documenti per il viaggio, ovvero per l'indisponibilita' di vettore o altro mezzo di trasporto idoneo, il questore dispone che lo straniero sia trattenuto per il tempo strettamente necessario presso il centro di permanenza temporanea e assistenza piu' vicino, tra quelli individuati o costituiti con decreto del ministro dell'Interno, di concerto con i ministri per la Solidarieta' sociale e del Tesoro.

2. Lo straniero e' trattenuto nel centro con modalita' tali da assicurare la necessaria assistenza e il pieno rispetto della sua dignita'. Oltre a quanto previsto dall'articolo 2, comma 5, e' assicurata in ogni caso la liberta' di corrispondenza anche telefonica con l'esterno.

3. Il questore del luogo in cui si trova il centro trasmette copia degli atti al pretore, senza ritardo e comunque entro le quarantotto ore dall'adozione del provvedimento.

4. Il pretore, ove ritenga sussistenti i presupposti di cui all'articolo 11 e al presente articolo, convalida il provvedimento del questore nei modi di cui agli articoli 737 e seguenti del Codice di procedura civile, sentito l'interessato. Il provvedimento cessa di avere ogni effetto qualora non sia convalidato nelle quarantotto ore successive. Entro tale termine, la convalida puo' essere disposta anche in sede di esame del ricorso avverso il provvedimento di espulsione.

5. La convalida comporta la permanenza nel centro per un periodo di complessivi venti giorni.

Su richiesta del questore, il pretore puo' prorogare il termine sino a un massimo di ulteriori dieci giorni, qualora sia imminente l'eliminazione dell'impedimento all'espulsione o al respingimento. Anche prima di tale termine, il questore esegue l'espulsione o il respingimento non appena e' possibile, dandone comunicazione senza ritardo al pretore.

6. Contro i decreti di convalida e di proroga di cui al comma 5 e' proponibile ricorso per Cassazione. Il relativo ricorso non sospende l'esecuzione della misura.

7. Il questore, avvalendosi della forza pubblica, adotta efficaci misure di vigilanza affinche' lo straniero non si allontani indebitamente dal centro e provvede a ripristinare senza ritardo la misura nel caso questa venga violata.

8. Ai fini dell'accompagnamento anche collettivo alla frontiera, possono essere stipulate convenzioni con soggetti che esercitano trasporti di linea o con organismi anche internazionali che svolgono attivita' di assistenza per stranieri.

9. Oltre a quanto previsto dal regolamento di attuazione e dalle norme in materia di giurisdizione, il ministro dell'Interno adotta i provvedimenti occorrenti per l'esecuzione di quanto disposto dal presente articolo, anche mediante convenzioni con altre amministrazioni dello Stato, con gli enti locali, con i proprietari o concessionari di aree, strutture e altre installazioni, nonche' per la fornitura di beni e servizi. Eventuali deroghe alle disposizioni vigenti in materia finanziaria e di contabilita' sono adottate di concerto con il ministro del Tesoro. Il ministro dell'Interno promuove inoltre le intese occorrenti per gli interventi di competenza di altri ministri.

### **Art. 13**

#### Espulsione a titolo di misura di sicurezza

1. Fuori dei casi previsti dal Codice penale, il giudice puo' ordinare l'espulsione dello straniero che sia condannato per taluno dei delitti previsti dagli articoli 380 e 381 del Codice di procedura penale, sempre che risulti socialmente pericoloso.

### **Art. 14**

#### Espulsione a titolo di sanzione sostitutiva della detenzione

1. Il giudice, nel pronunciare sentenza di condanna per un reato \_ non colposo o nell'applicare la pena su richiesta ai sensi dell'articolo 444 del Codice di procedura penale nei confronti dello straniero che si trovi in taluna delle situazioni indicate nell'articolo 11, comma 2, quando ritiene di dovere irrogare la pena detentiva entro il limite di due anni e non ricorrono le condizioni per ordinare la sospensione condizionale della pena ai sensi dell'articolo 163 del Codice penale ne' le cause ostative indicate nell'articolo 12, comma 1, della presente legge, puo' sostituire la medesima pena con la misura dell'espulsione per un periodo non inferiore a cinque anni.

2. L'espulsione e' eseguita dal questore anche se la sentenza non e' irrevocabile, secondo le modalita' di cui all'articolo 11, comma 4.

### **Art. 15**

#### Diritto di difesa

1. Lo straniero sottoposto a procedimento penale e' autorizzato a rientrare in Italia per il tempo strettamente necessario per l'esercizio del diritto di difesa, al solo fine di partecipare al giudizio o al compimento di atti per i quali e' necessaria la sua presenza. L'autorizzazione e' rilasciata dal questore anche per il tramite di una rappresentanza diplomatica o consolare su documentata richiesta dell'imputato o del difensore.

### CAPO III

#### Disposizioni di carattere umanitario

#### Art. 16

#### Soggiorno per motivi di protezione sociale

1. Quando, nel corso di operazioni di polizia, di indagini o di un procedimento per taluno dei delitti di cui all'articolo 3 della legge 20 febbraio 1958, n. 75, o di quelli previsti dall'articolo 380 del Codice di procedura penale, ovvero nel corso di interventi assistenziali dei servizi sociali degli enti locali, siano accertate situazioni di violenza o di grave sfruttamento nei confronti di uno straniero ed emergano concreti pericoli per la sua incolumita', per effetto dei tentativi di sottrarsi ai condizionamenti di un'associazione dedita ad uno dei predetti delitti o delle dichiarazioni rese nel corso delle indagini preliminari o del giudizio il questore, anche su proposta del procuratore della Repubblica, o con il parere favorevole della stessa autorita', rilascia uno speciale permesso di soggiorno per consentire allo straniero di sottrarsi alla violenza e ai condizionamenti dell'organizzazione criminale e di partecipare ad un programma di assistenza e integrazione sociale.

2. Con la proposta o il parere di cui al comma 1, sono comunicati al questore gli elementi da cui risulti la sussistenza delle condizioni ivi indicate, con particolare riferimento alla gravita' e attualita' del pericolo e alla rilevanza del contributo offerto dallo straniero per l'efficace contrasto dell'organizzazione criminale, ovvero per la individuazione o cattura dei responsabili dei delitti indicati nello stesso comma. Le modalita' di partecipazione al programma di assistenza e integrazione sociale sono comunicate al \_ sindaco.

3. Con il regolamento di attuazione sono stabilite le disposizioni occorrenti per l'affidamento della realizzazione del programma a soggetti diversi da quelli istituzionalmente preposti ai servizi sociali dell'ente locale e per l'espletamento dei relativi controlli. Con lo stesso regolamento sono individuati i requisiti idonei a garantire la competenza e la capacita' di favorire l'assistenza e l'integrazione sociale, nonche' la disponibilita' di adeguate strutture organizzative dei soggetti predetti.

4. Il permesso di soggiorno rilasciato a norma del presente articolo ha la durata di sei mesi e puo' essere rinnovato per un anno, o per il maggior periodo occorrente per motivi di giustizia. Esso e' revocato in caso di interruzione del programma o di condotta incompatibile con le finalita' dello stesso, segnalate dal procuratore della Repubblica o, per quanto di competenza, dal servizio sociale dell'ente locale, o comunque accertate dal questore, ovvero quando vengono meno le altre condizioni che ne hanno giustificato il rilascio.

5. Il permesso di soggiorno previsto dal presente articolo consente l'accesso ai servizi assistenziali e allo studio, nonche' l'iscrizione nelle liste di collocamento e lo svolgimento di lavoro subordinato, fatti salvi i requisiti minimi di eta'. Qualora, alla scadenza del permesso di soggiorno, l'interessato risulti avere in corso un rapporto di lavoro, il permesso puo' essere ulteriormente prorogato o rinnovato per la durata del rapporto medesimo o, se questo e' a tempo indeterminato, con le modalita' stabilite per tale motivo di soggiorno. Il permesso di soggiorno previsto dal presente articolo puo' essere altresì convertito in permesso di soggiorno per motivi di studio qualora il titolare sia iscritto ad un corso regolare di studi.

6. Il permesso di soggiorno previsto dal presente articolo puo' essere altresì rilasciato, all'atto delle dimissioni dall'istituto di pena, anche su proposta del procuratore della Repubblica o del giudice di sorveglianza presso il tribunale per i minorenni, allo straniero che ha terminato l'espiazione di una pena detentiva, inflitta per reati commessi durante la minore eta', e ha dato prova concreta di partecipazione a un programma di assistenza e integrazione sociale.

7. L'onere derivante dal presente articolo e' valutato in lire 5 miliardi per l'anno 1997 e in lire 10 miliardi annui a decorrere dall'anno 1998.

### **Art. 17**

#### **Divieti di espulsione e di respingimento**

1. In nessun caso puo' disporsi l'espulsione o il respingimento verso uno Stato in cui lo straniero possa essere oggetto di persecuzione per motivi di razza, di sesso, di lingua, di cittadinanza, di religione, di opinioni politiche, di condizioni personali o sociali, ovvero possa rischiare di essere rinvitato verso un altro Stato nel quale non sia protetto dalla persecuzione.

2. Non e' consentita l'espulsione, salvo che nei casi previsti dall'articolo 11, comma 1, nei confronti:

- a) degli stranieri minori di anni diciotto, salvo il diritto a \_ seguire il genitore o l'affidatario espulsi;
- b) degli stranieri in possesso della carta di soggiorno, salvo il disposto dell'articolo 7;
- c) degli stranieri conviventi con parenti entro il quarto grado o con il coniuge, di nazionalita' italiana;
- d) delle donne in stato di gravidanza o nei sei mesi successivi alla nascita del figlio cui provvedono.

### **Art. 18**

#### **Misure straordinarie di accoglienza per eventi eccezionali**

1. Con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, adottato d'intesa con i ministri degli affari esteri, dell'Interno, per la solidarieta' sociale e con gli altri ministri eventualmente interessati, sono stabilite, nei limiti delle risorse preordinate allo scopo nell'ambito del Fondo di cui all'articolo 43, le misure di protezione temporanea da adottarsi, anche in deroga a disposizioni della presente legge, per rilevanti esigenze umanitarie, in occasione di conflitti, disastri naturali o altri eventi di particolare gravita' in Paesi non appartenenti all'Unione europea.

2. Il Presidente del Consiglio dei ministri o un ministro da lui delegato riferiscono annualmente al Parlamento sull'attuazione delle misure adottate.

Ministero della Sanità  
Dipartimento della Prevenzione

TABELLA 1

Monitoraggio Processo di superamento Ex O.P. pubblici  
DISTRIBUZIONE DEI SOGGETTI GIA' DECENTI NEGLI EX O.P.  
DATI DI CONFRONTO 31/12/1996 - 30/9/1997

REGIONI	N° ex O.P.	Soggetti presenti				Soggetti inseriti in strutture residenziali (interne o esterne all'ex O.P.)			Soggetti reinseriti nel proprio domicilio	Soggetti deceduti	Soggetti ancora in attesa del superamento
		con problemi psichiatrici		con problemi psichici o disturbi di carattere		Pazienti "non psichiatrici"	Pazienti "psichiatrici"	Totale pazienti inseriti			
		N°	%	N°	%						
Friuli V.G.	2	275	111	40	184	38	38	0	5	232	
Liguria	2	744	449	60	285	98	98	5	32	609	
Emilia Romagna	5	568	319	55	249	492	173	1	8	67	
Toscana (1)	6	826	508	61	320	98	88	2	39	687	
Umbria	1	107	27	25	80	105	79	0	1	0	
Marche	4	388	196	50	202	169	94	1	17	211	
Lazio	3	440	213	48	227	74	44	1	9	366	
Abruzzo	2	358	234	65	124	231	101	51	17	59	
Campania	5	1.477	781	52	696	398	180	15	56	1.008	
Puglia	2	202	134	66	68	7	1	1	6	198	
Calabria	1	189	79	41	110	189	170	0	0	0	
Sicilia	5	1.082	616	56	476	142	0	91	39	821	
Sardegna	2	525	457	87	68	187	67	2	33	303	
ITALIA	79	12.109	6.566	54,2	5.543	4.761	2.477	217	479	6.668	

1) Le chiffre des malades avec des problèmes psychiatriques prédominant inclut 245 malades de l'ex-H.P. de Sienna, qui n'a pas fourni de données séparément pour les deux groupes.

Monitoraggio Processo di superamento ex O.P. pubblici  
DISTRIBUZIONE DEI SOGGETTI INSERITI IN STRUTTURE RESIDENZIALI PER TIPOLOGIA DI STRUTTURA

SITUAZIONE ALLA DATA DEL 30/9/1997

REGIONI	Soggetti con prevalenti problemi psichiatrici												
	Residenze trasversale-riabilitative				Residenze socio-riabilitative				Residenze psichiatriche				
	area ex O.P.		area esterna		area ex O.P.		area esterna		area ex O.P.		area esterna		
	N° Residenze	N° pazienti	N° Residenze	N° pazienti	N° Residenze	N° pazienti	N° Residenze	N° pazienti	N° Residenze	N° pazienti	N° Residenze	N° pazienti	
Piemonte	8	139	3	18	7	38	1	2	12	210	28	121	331
Lombardia	9	126	5	8	13	71	7	18	2	120	27	66	186
Veneto	26	544	7	91	4	24	8	28	21	694	14	214	908
Friuli V.G. (1)													16
Liguria	0	0	4	5	0	0	0	0	0	0	30	93	93
Emilia Romagna	11	211	6	68	0	0	3	20	0	0	8	173	173
Toscana	0	0	2	2	2	8	0	0	1	34	19	54	86
Umbria	0	0	0	0	1	27	0	0	2	78			79
Marche	0	0	7	69	0	0	3	6	0	0	23	94	94
Lazio	0	0	0	0	0	0	5	30	0	0	2	44	44
Abruzzo	4	66	0	0	6	54	2	10	4	61	1	40	101
Campania	0	0	15	214	0	0	2	4	0	0	9	180	180
Puglia	0	0	2	6	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Calabria	3	48	0	0	2	30	1	1	2	110	0	0	110
Sicilia	0	0	2	13	0	0 np	129	142	0	0	0	0	0
Sardegna	1	20	4	56	0	0	10	44	0	0	8	67	67
ITALIA	62	1154	57	576	35	252	42	282	44	1308	170	1147	2471

1) La Région du Frioul-Vénétie Julienne n'a pas fourni de données individuelles pour les différents postes.

TABELLA 3

Ministero della Sanità

Dipartimento della Prevenzione

Monitoraggio Processo di superamento Ex O.P. pubblici

DISTRIBUZIONE DEI SOGGETTI IN AREE TRANSITORIE IN ATTESA DEL SUPERAMENTO

SITUAZIONE ALLA DATA DEL 30/9/1997

REGIONI	Soggetti ospiti in strutture transitorie in area ex O.P.					
	Pazienti "psichiatrici"		Pazienti "non psichiatrici"		Totale pazienti	
	N° strutture	N° pazienti	N° strutture	N° pazienti		
Piemonte	44	183	n.i.	137	320	
Lombardia	0	1077	29	720	1797	
Veneto	0	0	0	0	0	
Friuli V.G.	9	91	4	141	232	
Liguria	10	407	10	202	609	
Emilia Romagna	4	67	0	0	67	
Toscana (1)	32	687			687	
Umbria	0	0	0	0	0	
Marche	3	118	3	93	211	
Lazio	13	182	7	174	356	
Abruzzo	4	59	0	0	59	
Campania (2)	-	513	-	495	1008	
Puglia (2)	-	125	-	63	188	
Calabria	0	0	0	0	0	
Sicilia	21	491	13	330	821	
Sardegna	10	218	3	85	303	
ITALIA	150	4218	69	2440	6658	

1) La Région Toscane a indiqué le chiffre global des malades et des structures, les deux groupes confondus.

2) Les Régions de Campanie et des Pouilles n'ont pas prévu de structures provisoires pour les malades dans l'attente d'une solution définitive.

